

O → Anne
Cc → Sylvie



PREFET DU MORBIHAN



Direction départementale des territoires et de la mer
Service eau, nature et biodiversité
Unité gestion des procédures environnementales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 02 AVRIL 2020
PORTANT SUR LA LOCALISATION DE SECTEURS D'INFORMATION SUR LES SOLS (SIS)
SUR LE TERRITOIRE D'AURAY – QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

le préfet du Morbihan
chevalier de la Légion d'honneur
chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.556-2, L.125-6 et L.125-7, R.125-41 à R.125-47 ;
- VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.151-53, R.410-15-1, R.431-16 et R.442-8-1 ;
- VU** l'article 173 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui prévoit l'élaboration de secteurs d'information sur les sols (SIS) ;
- VU** le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux articles L.125-6 et L.125-7 du code de l'environnement précisant les modalités de mise en œuvre des SIS ;
- VU** le décret du 10 juillet 2019 nommant M. Patrice FAURE, préfet du Morbihan ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 27 février 2020 proposant la création de SIS sur le territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique ;
- VU** les observations de certains maires des communes du territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique ;
- VU** l'information des propriétaires concernés par les projets de création des secteurs d'information sur les sols et les observations de certains d'entre eux ;
- VU** l'absence d'observations du public entre le 27 octobre et le 27 décembre 2019 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'État sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage des sols ;

CONSIDÉRANT que les dépôts des déchets et substances sur les terrains identifiés dans les fiches SIS sur le territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique doivent être pris en compte en cas de changement d'usage, de vente et de location du terrain ;

CONSIDÉRANT que les communes du territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique ont été consultées sur les projets de création de secteurs d'information sur les sols situés sur leur territoire ;

CONSIDÉRANT que les propriétaires des terrains d'assiette concernés par un projet de création d'un secteur d'information sur les sols ont été identifiés à l'aide des outils à la disposition de la DREAL et des mairies concernées et qu'ils ont été informés dans la mesure du possible ;

CONSIDÉRANT que la participation du public a été réalisée du 27 octobre au 27 décembre 2019 ;

CONSIDÉRANT les observations de certaines communes, de certains propriétaires consultés et l'absence de contribution du public ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - Généralités

Conformément à l'article R.125-45 du code de l'environnement, des secteurs d'information sur les sols (SIS) sont créés sur les communes suivantes du territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique et référencés :

- Auray : 56SIS06631
- Belz : 56SIS06633
- Carnac : 56SIS02771
- Crac'h : 56SIS06635
- Erdeven : 56SIS07954
- Hoedic : 56SIS02792
- Ile d'Houat : 56SIS02793
- Locoal-Mendon : 56SIS02812
- Ploemel : 56SIS06637
- Plouharnel : 56SIS06639
- Pluneret : 56SIS06642
- Pluvigner : 56SIS02832
- Saint-Pierre-Quiberon : 56SIS02871

Les fiches descriptives de ces secteurs d'information sur les sols sont annexées au présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 - Urbanisme

Les secteurs d'information sur les sols mentionnés à l'article 1 sont publiés sur le site Internet <http://www.georisques.gouv.fr>.

Les secteurs d'information sur les sols définis par le présent arrêté sont annexés aux documents d'urbanisme en vigueur des communes de Auray, Belz, Carnac, Crac'h, Erdeven, Hoedic, Ile d'Houat, Locoal-Mendon, Ploemel, Plouharnel, Pluneret, Pluvigner, Saint-Pierre-de-Quiberon.

ARTICLE 3 – Obligations relatives à l'usage des terrains

Conformément à l'article L.556-2 du code de l'environnement, les pétitionnaires d'autorisation à construire dans les secteurs d'information sur les sols identifiés à l'article 1 doivent attester de la prise en compte d'une étude de sols, définissant les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité entre l'usage futur et l'état des sols. Cette attestation doit être établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent, conformément à la norme NF X31-620-2, définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'attestation n'est pas requise lors du dépôt de la demande de permis d'aménager par une personne ayant qualité pour bénéficier de l'expropriation pour cause d'utilité publique, dès lors que l'opération de lotissement a donné lieu à la publication d'une déclaration d'utilité publique.

L'attestation n'est pas requise lors du dépôt de la demande de permis de construire, lorsque la construction projetée est située dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols et sa prise en compte dans la conception du projet d'aménagement.

À compter de la date de publication du présent arrêté, le fait qu'un terrain soit répertorié en secteurs d'information sur les sols doit être mentionné dans les certificats d'urbanisme prévus à l'article L.410-1 du code de l'urbanisme. L'obligation vaut tant pour la délivrance de certificats dans les communes disposant d'un PLU que dans celles disposant d'une carte communale ou sous le régime du RNU (règlement national d'urbanisme).

Le présent article s'applique sans préjudice des dispositions spécifiques sur la pollution des sols déjà prévues dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 4 – Obligation d'information des acquéreurs et des locataires

Sans préjudice des articles L.514-20 et L.125-5 du code de l'environnement, lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols mentionnés à l'article L.125-6 du code de l'environnement fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'État, en application de l'article L.125-6 précité. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

Ces obligations sont applicables à compter du premier jour du quatrième mois suivant la publication au recueil des actes administratifs dans le département du présent arrêté.

À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

ARTICLE 5 – Révision des SIS

La modification de fiches SIS ne nécessite ni modification du présent arrêté, ni nouvelle consultation. Le présent arrêté est révisé (suppression ou ajout de sites) dès lors que le préfet a connaissance d'informations lui permettant la suppression ou la création de nouveau secteur d'information sur les sols. La création, la suppression de secteurs d'information sur les sols est menée conformément aux dispositions des articles R.125-42 à R.125-46 du code de l'environnement. La durée de la consultation prévue au I de l'article R.125-44 du code de l'environnement est fixée à deux mois.

ARTICLE 6 – Notification et publicité

Conformément à l'article R.125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté sera notifié aux maires des communes de Auray, Belz, Carnac, Crac'h, Erdeven, Hoedic, Ile d'Houat, Locoal-Mendon, Ploemel, Plouharnel, Pluneret, Pluvigner, Saint-Pierre-Quiberon et au président de la Communauté de Communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique.

Il est affiché pendant un mois au siège des mairies listées ci-avant.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

ARTICLE 7 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans les deux mois à partir de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 – Application

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, le président de Auray Quiberon Terre Atlantique, les maires des communes de Auray, Belz, Carnac, Crac'h, Erdeven, Hoedic, Ile d'Houat, Locoal-Mendon, Ploemel, Plouharnel, Pluneret, Pluvigner, Saint-Pierre-Quiberon, et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le : **- 2 AVR. 2020**

Le préfet _____

Pour le préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général,

Guillaume QUENET

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Lorient
- Mmes les maires de l'île d'Houat et Saint-Pierre-Quiberon
- MM. les maires de Auray, Belz, Carnac, Crac'h, Erdeven, Hoedic, Locoal-Mendon, Ploemel, Plouharnel, Pluneret, Pluvigner
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne – UD 56
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan – SPACES
- M. le président de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique

ARRETE DU MAIRE N°2021-

MISE A JOUR DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE DANS LE PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Maire de la commune de Carnac,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-18 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 151-43, L.153-60, R.151-51 à R.151-53 et R. 153-18 ;

VU le code du patrimoine et notamment les articles L.632-1 et L 632-2 relatifs aux sites patrimoniaux remarquables,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 juin 2016 et mis en compatibilité avec l'AVAP/SPR le 14 février 2020,

VU l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) valant Site Patrimonial Remarquable (SPR) approuvé le 14 février 2020,

Vu la lettre du Préfet en date du 10 décembre 2020 notifiant à la commune les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol qui doivent être annexées au plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02/04/2020 portant sur la localisation des Secteurs d'Informations sur les Sols (SIS) sur le territoire de la communauté de communes de Auray Quiberon Terre Atlantique ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à la mise à jour des annexes du plan local d'urbanisme,

ARRETE

Article 1 : Les annexes du plan local d'urbanisme de la commune sont complétées par les servitudes suivantes :

- Localisation de secteurs d'information sur les sols (SIS) sur la commune de CARNAC.

Article 3 : La mise à jour des annexes sera effectuée sur les documents tenus à la disposition du public :

- A la mairie de CARNAC.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au Préfet et affiché pendant un mois en mairie. Il sera, en outre, publié au Recueil des actes administratifs de la commune.

Article 5 : Une copie de cet arrêté sera adressée à :-

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de la Mer.

Carnac, le 22 janvier 2021.

le Maire,

Olivier LEPICK



La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr



Identification

Identifiant	56SIS02771
Nom usuel	Ancienne décharge de Montauban
Adresse	Montauban
Lieu-dit	
Département	MORBIHAN - 56
Commune principale	CARNAC - 56034
Caractéristiques du SIS	<p>Le site correspond à un ancien lieu de collecte et de stockage de déchets, dont les carcasses de voitures, les encombrants (frigos...), les déchets verts, les gravats et les déchets d'artisans.</p> <p>La superficie du dépôt est de 6 ha pour une hauteur moyenne de 5 m.</p> <p>Les déchets ont été recouverts de terre.</p>
Etat technique	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire
Observations	

Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Etablissement public - ADEME	Base BASIAS	BRE5604021	http://basias.brgm.fr/fiche_synthetique.asp?IDT=BRE5604021
Etablissement public - ADEME	Base d'anciennes décharges	Sans	

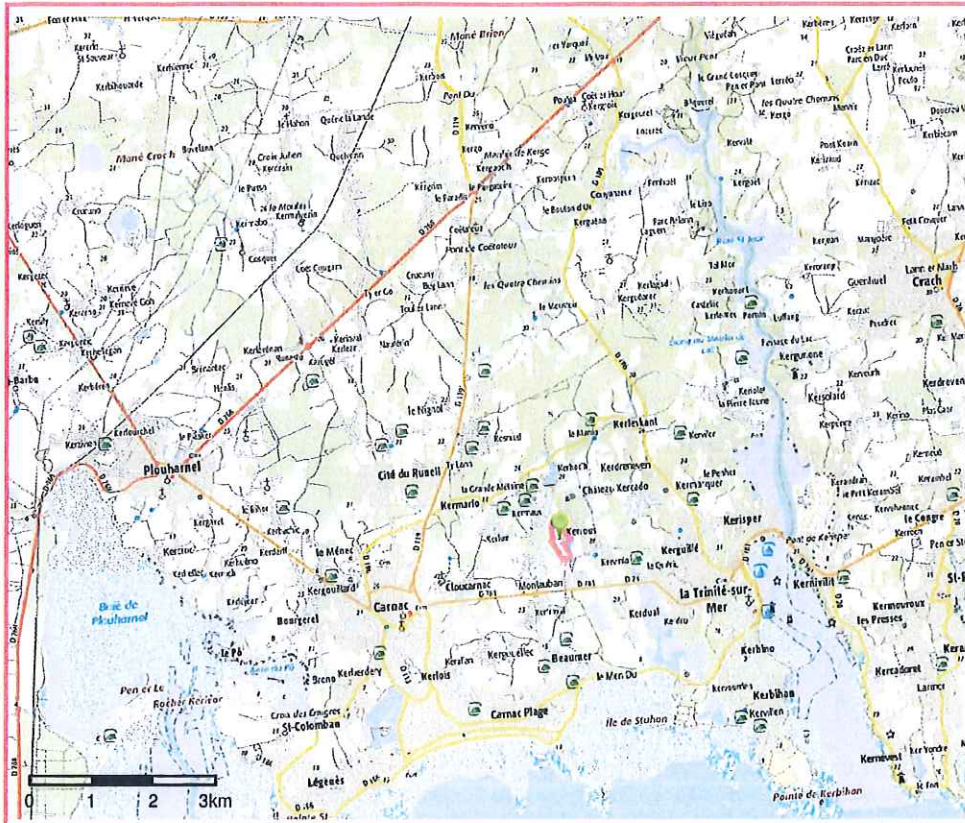
Sélection du SIS

Statut	Consultable
Critère de sélection	Terrains concernés à risques potentiels, à diagnostiquer
Commentaires sur la sélection	Ancienne décharge.

Caractéristiques géométriques générales

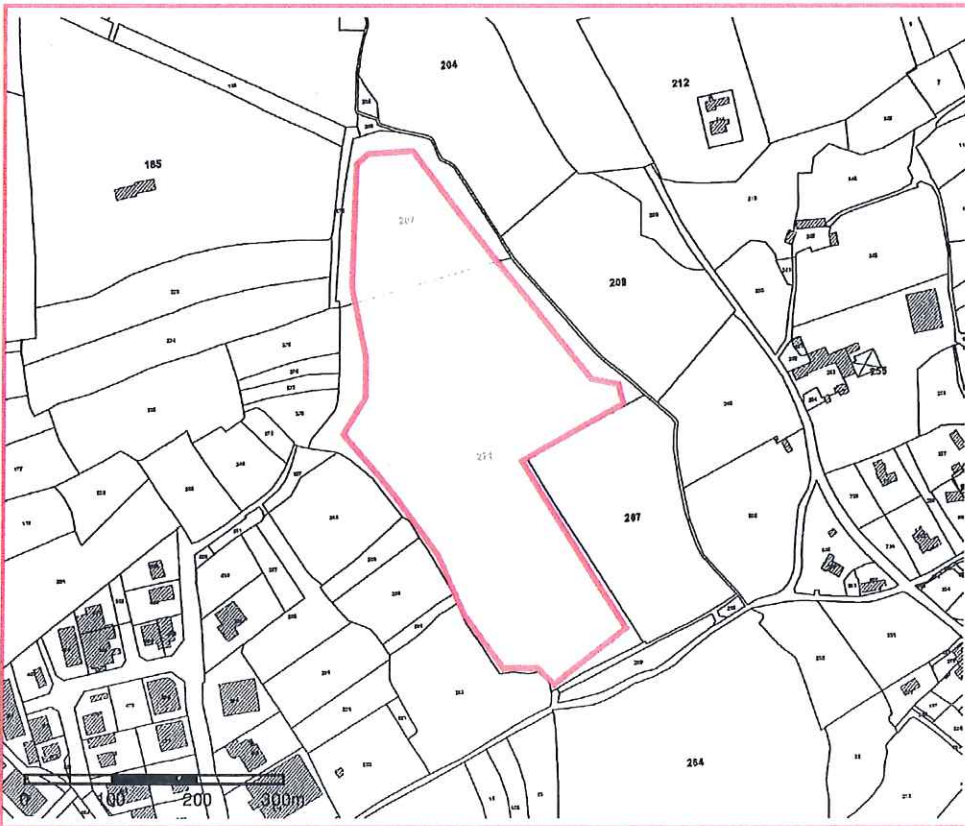
Coordonnées du centroïde	245316.0 , 6738724.0 (Lambert 93)
Superficie totale	50138 m ²
Perimètre total	1351 m

Cartographie



□ Périmètre du SIS
Cartes IGN - IGN

Identifiant : 56SIS02771



□ Périmètre du SIS
Parcelles cadastrales - IGN

Identifiant : 56SIS02771